



CHAPITRE 87

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Martin

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Saint-Martin a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitution.

1. Les habitants du territoire et les contribuables de la ville de Saint-Martin et leurs successeurs sont constitués en corporation de cité, sous le nom de *Cité de Saint-Martin*.

Nom.

Territoire.

2. Le territoire est celui décrit à l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114.

Dispositions applicables.

3. La cité de Saint-Martin sera régie par les dispositions de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), et ses amendements, sauf en ce qu'ils peuvent être incompatibles avec les dispositions de la présente loi, ou toute autre loi accordant des pouvoirs spéciaux à la ville de Saint-Martin.

Succession.

4. La corporation constituée par la présente loi succède aux droits, privilèges,

CHAPTER 87

An Act to amend the charter of the town of Saint-Martin

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

WHEREAS the town of Saint-Martin has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Incorporation.

1. The inhabitants of the territory and ratepayers of the town of Saint-Martin and their successors are incorporated as a city, under the name of *City of Saint-Martin*.

Name.

Territory.

2. The territory shall be that described in section 2 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114.

Provisions to apply.

3. The city of Saint-Martin shall be governed by the provisions of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), and its amendments, save in so far as they may be inconsistent with the provisions of this act, or any other act granting special powers to the town of Saint-Martin.

Succession.

4. The corporation constituted by this act shall succeed to the rights, privileges,

obligations, bons, créances et actions de la ville de Saint-Martin.

obligations, bonds, claims and actions of the town of Saint-Martin.

Maire et échevins.

5. Le maire et les échevins actuels de la ville, ou leurs remplaçants en cas de vacance, resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés en vertu des dispositions prévues par la loi.

5. The present mayor and aldermen of the town, or their successors in case of vacancy, shall remain in office until replaced, under the provisions of the law.

Mayor and aldermen.

Officiers et employés.

6. Les officiers et employés municipaux actuels de la ville resteront en fonction jusqu'à leur démission ou leur remplacement par le conseil de la cité de Saint-Martin, en vertu des dispositions de la charte de la cité.

6. The present municipal officers and employees of the town shall remain in office until their resignation or their replacement by the council of the city of Saint-Martin, under the provisions of the charter of the city.

Officers and employees.

Billets, etc.

7. Tous les billets, bons, obligations, engagements, titres ou contrats quelconques souscrits, endossés, acceptés ou émis par la ville de Saint-Martin jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux.

7. All notes, bonds, debentures, agreements, titles or contracts whatsoever signed, endorsed, accepted or issued by the town of Saint-Martin, before the coming into force of this act, shall continue to have legal effect.

Notes, etc.

Règlements, etc.

8. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisations, rôles d'évaluation, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, faits et consentis par le conseil de la ville de Saint-Martin, continueront d'avoir leurs effets jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés ou exécutés.

8. All by-laws, resolutions, records, assessment rolls, valuation rolls, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, made and authorized by the council of the town of Saint-Martin, shall continue to have effect until amended, annulled, repealed or carried out.

By-laws, etc.

S.R., c. 233, a. 64, remp. pour la cité. Indemnités.

9. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

9. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

S.R., c. 233, s. 64, replaced for city.

"64. Le conseil peut décréter, par résolution, que le maire recevra une somme annuelle de mille deux cents dollars et chacun des échevins une somme annuelle de six cents dollars, dont quatre cents dollars quant au maire et deux cents dollars quant aux échevins, à titre de dépenses inhérentes à leur charge respective, en sus des frais de voyage ou de représentation, à même les fonds généraux de la cité."

"64. The council may order, by resolution, that the mayor shall receive an annual sum of twelve hundred dollars and each alderman, an annual sum of six hundred dollars, of which four hundred dollars, in the case of the mayor, and two hundred, in the case of the aldermen, shall be for expenses inherent in their respective duties, in addition to travelling and entertainment expenses, out of the general funds of the city."

Indemnities.

S.R., c. 233, a. 135, remp. pour la cité.

10. L'article 135 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé, pour la ville, par l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

10. Section 135 of the Cities and Towns Act, already replaced, for the town, by section 12 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114, is again replaced, for the city, by the following:

S.R., c. 233, s. 135, replaced for city.

Époque
de la con-
fection.

"135. Avant le premier septembre de l'année où une élection générale a lieu, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

"135. Prior to the first of September of the year when a general election takes place, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 173,
rempl.
pour la
cité.

11. L'article 173 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé, pour la ville, par l'article 14 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

11. Section 173 of the Cities and Towns Act, already replaced, for the town, by section 14 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for city.

Date des
élections.

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la cité aura lieu tous les deux ans, ou tous les trois ans dans le cas de l'article 173a, le premier lundi juridique de novembre, la prochaine élection générale devant avoir lieu le premier lundi juridique de novembre 1958. Le maire et les échevins actuels, ou leurs remplaçants en cas de vacance, resteront en fonctions jusqu'à cette époque."

"173. The general election of the mayor and the aldermen of the city shall take place every two years, or every three years in the case of section 173a, on the first juridical Monday of November, and the next general election shall be held on the first juridical Monday of November, 1958. The present mayor and aldermen, or their successors in case of vacancy, shall remain in office until then."

Date.

S.R.,
c. 233,
a. 181,
rempl.
pour la
cité.

12. L'article 181 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé, pour la ville, par l'article 17 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

12. Section 181 of the Cities and Towns Act, already replaced, for the town, by section 17 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced
for city.

Date.

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le dernier lundi juridique d'octobre, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures."

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the last juridical Monday of October, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

Date.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

13. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1^o, le suivant:

13. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Rues, etc.,
propriété
de la cité.

"1^a Les rues, ruelles, chemins publics actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité ou indiqués comme tels aux plan et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement de Montréal et au rôle d'évaluation de la cité avant le premier janvier 1958 et non taxés depuis au moins trois ans avant la sanction de la présente loi, sont censés être des rues, ruelles, chemins publics et la propriété de la cité sur toute leur super-

"1^a The streets, lanes, public roads now open for the use of the public within the limits of the city or indicated as such on the official plan and book of reference of the registry office of Montreal and on the valuation roll of the city before the first of January, 1958, and not taxed for at least three years before the sanction of this act, shall be deemed to be public streets, lanes, roads and the property of the city for their whole extent, and every

Streets,
etc., prop-
erty of
city.

fie, et toute réclamation et droit d'action de propriété du fond de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi. La cité devra publier le présent article durant deux semaines dans l'année, à intervalle de six mois, en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district de Montréal, ainsi que dans la *Gazette officielle de Québec*."

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la cité.

Nombre
de taxis.

14. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant:

"9°a Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la municipalité et déterminer le nombre de taxis qui peuvent stationner aux postes; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes autorisés;"

S.R.,
c. 233,
a. 522,
rempl.
pour la
cité.

15. L'article 522 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé pour la cité, par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, article 30, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Terres en
culture.

"**522.** Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales.

Évaluation.

Telle terre ne peut être évaluée à plus de cent dollars l'arpent si elle a une superficie de cinq arpents ou plus. Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur et dont la valeur n'excède pas dix mille dollars, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre.

Addition
au rôle.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle."

claim and right of action for the ownership of the land or roadbed shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year from the sanction of this act. The city shall publish this section during two weeks in the course of the year, at an interval of six months, in French in a French newspaper and in English in an English newspaper of the district of Montreal and also in the *Quebec Official Gazette*."

14. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 9, the following:

"9a. To limit the number of taxis operating in the municipality and fix the number of taxis which can be parked at stands; to prohibit the same from being stationed elsewhere than at the authorized stands;"

15. Section 522 of the Cities and Towns Act, as replaced for the city, by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114, section 30, is again replaced, for the city, by the following:

"**522.** All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the municipality, shall be taxed to an amount of not more than one per cent of the municipal valuation, including all taxes, both general and special.

Farm
lands.

Such land cannot be valued at more than one hundred dollars per arpent if it has an area of five arpents or more. Such valuation shall include the house used as a farmer's dwelling, the value whereof not exceeding ten thousand dollars, as well as the barns, stables and other buildings used in connection with the said land.

Valuation.

The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said tax as upon all other lots entered on the roll."

Addition
to roll.

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la cité.

16. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 526, le suivant:

Taxe d'affaires.

"526a. Au lieu d'imposer et de prélever les droits annuels ou taxes autorisés par l'article 526 de la Loi des cités et villes, la cité de Saint-Martin est autorisée à prélever et imposer sur toutes les catégories ou classes de commerce, d'industrie, de manufacture, d'établissements financiers, d'occupations, d'art, de professions, de métier ou de moyens de profit et d'existence, exercés ou exploités par un ou des personnes, sociétés, compagnies ou corporations dans les limites de la municipalité, ou, à la discrétion du conseil, sur certaine ou certaines desdites catégories ou classes, une taxe appelée "taxe d'affaires" n'excédant pas dix pour cent de la valeur annuelle telle que portée au rôle d'évaluation et trois mille dollars dans chaque cas.

Remplacement.

La taxe d'affaires ainsi imposée tiendra lieu pour les catégories ou classes qui seront appelées à la payer, des droits annuels ou taxes autorisés par l'article 526 de ladite Loi des cités et villes. Les autres classes ou catégories qui ne sont pas appelées à payer cette taxe d'affaires resteront sujettes aux taxes autorisées par ledit article 526."

S.R.,
c. 233,
a. 668,
am. pour
la cité.

17. L'article 668 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le deuxième alinéa, le suivant:

Signification par poste recommandée.

"Cependant, lorsqu'il s'agit d'une pièce émise par la cour ou par le juge, à la suite d'une infraction à un règlement municipal ou à la Loi des véhicules automobiles, telle signification sera valable en étant adressée par courrier recommandé à la dernière adresse donnée par l'accusé."

Taxe spéciale autorisée.

18. La cité peut, par résolution, imposer et prélever une taxe spéciale de deux pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats faits à

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la cité, ou y faisant

16. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 526, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for city.

"526a. Instead of imposing and levying the annual dues or taxes authorized by section 526 of the Cities and Towns Act, the city of Saint-Martin is authorized to levy and impose on all categories or classes of trades, industries, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or livelihood carried on or followed by one or more persons, firms or corporations within the limits of the municipality, or, at the discretion of the council, on any or some of the said categories or classes, a tax called "business tax" not exceeding ten per cent of the annual value as entered on the valuation roll and three thousand dollars in each case.

Business tax.

The business tax so imposed shall replace for all categories or classes called upon to pay it, the annual dues or taxes authorized by section 526 of the said Cities and Towns Act. The other classes or categories which are not called upon to pay such business tax shall remain subject to the taxes authorized by the said section 526."

Replacement.

17. Section 668 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after the second paragraph, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 668,
am. for
city.

"However, in the case of a document issued by the court or by the judge following an infringement of a municipal by-law or of the Motor Vehicles Act, such service shall be valid when sent by registered mail to the last address given by the accused."

Service by registered mail.

18. The city, by resolution, may impose and levy a special tax of two per cent of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Special tax authorized.

Every person ordinarily residing within the territory of the city or carrying on

Purchases made

l'extérieur
du terri-
toire.

affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite cité, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite cité, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite cité, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la cité.

Percep-
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la cité, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

La cité est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la cité concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

1953-54,
c. 114,
am.

19. Les articles 10, 11, 13, 15, 16, 18, 19 et 20 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, sont abrogés.

Annexion.

20. Cette partie du territoire décrite aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, comme étant:

"Un territoire, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes ou futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur la limite nord-est actuelle de la ville de Saint-Martin, étant le coin sud-est du lot

business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said city, shall immediately report the matter to the treasurer of the said city, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which he may require and shall moreover pay to the said city, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the city.

outside
territory.

The said tax shall be imposed and collected within the territory of the city at the same time, in the same manner, on the same conditions, with the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Collec-
tion.

The city is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the city concerning the collection of the sales tax and institute all legal proceedings for infringement of this act which are specified in section 39h of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

Rights
trans-
ferred.

19. Sections 10, 11, 13, 15, 16, 18, 19 and 20 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114, are repealed.

1953-54,
c. 114,
am.

20. The portion of territory described, on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Martin, as:

Annexa-
tion.

"A territory comprising, by reference to the official cadastre for the parish of Saint-Martin, lots or parts of lots and their present or future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes or parts thereof comprised within the following limits, to wit: starting from a point on the present northeastern limit of the town of Saint-Martin, being the southeastern corner of

199; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la limite nord-ouest actuelle de la ville de L'Abord-à-Plouffe en suivant une ligne brisée, limitant vers le sud-est partie du lot 198, les lots 201, 205, 207, continuant dans la même direction à travers les lots 208 et 211 jusqu'à la limite actuelle de la ville de Laval des Rapides étant le coin sud-ouest du lot 215; la limite sud-ouest du lot 215 de la ville de Laval des Rapides et son prolongement au côté nord-ouest du Chemin du Trait Carré; la limite nord-ouest du Chemin du Trait Carré limitant vers le sud-est partie du lot 369, les lots 370, 372, 373; la limite nord-est actuelle de la ville de Saint-Martin limitant vers le sud-ouest le lot 199 et son prolongement jusqu'au côté nord-ouest du Chemin du Trait Carré, jusqu'au point de commencement, dudit cadastre dans la ville de Saint-Elzéar y compris les chemins, rues et ruelles dans les limites ci-dessus décrites, est détachée de la paroisse de Saint-Martin, pour être annexée au territoire de la cité de Saint-Martin."

Condi-
tion.

21. Cette annexion est faite à la condition que la cité de Saint-Martin acquitte au cours de l'année mil neuf cent cinquante-huit, la somme de mille deux cents dollars, à la paroisse de Saint-Martin, et assume de plus les dettes de cette dernière, en proportion de l'évaluation du territoire annexé.

Entrée en
vigueur.

22. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

lot 199; thence, successively along the following lines and limits: part of the present northwestern limit of the town of L'Abord-à-Plouffe, along a broken line, limiting, towards the southeast, part of lot 198 and lots 201, 205 and 207, continuing in the same direction across lots 208 and 211, up to the present limit of the town of Laval des Rapides, being the southwestern corner of lot 215; the southwestern limit of lot 215 of the town of Laval des Rapides, and its extension northwest of Chemin du Trait Carré; the northwestern line of Chemin du Trait Carré, towards the southeast, along part of lot 369 and lots 370, 372 and 373; the present northeastern limit of the town of Saint-Martin, limiting, towards the southwest lot 199, and its extension up to the northwestern line of Chemin du Trait Carré, up to the starting point, of the same cadastre in the town of Saint-Elzéar, including the roads, streets and lanes within the above described limits, is detached from the parish of Saint-Martin to be annexed to the territory of the city of Saint-Martin."

21. Such annexation shall be made on condition that the city of Saint-Martin shall pay within the year nineteen fifty-eight, an amount of one thousand and two hundred dollars, to the parish of Saint-Martin, and moreover, shall assume the debts of said parish in proportion to the valuation of the annexed territory.

Condi-
tion.

22. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.